

Objet **[INTERNET] Enquête publique VICA-Montagnole**
De [REDACTED]
À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>
Date 29/10/2022 20:29



Bonjour Madame, Monsieur,

suite à l'étude du dossier d'enquête publique concernant la demande d'augmentation d'activité de la société VICA sur le site de montagnole, je remarque un point d'une très grande importance relative à la santé publique.

Page 615 du dossier d'enquête la société VICA indique : "Il n'existe pas de données récentes pour l'évaluation du taux de quartz dans les poussières alvéolaires. Cependant, des analyses chimiques des matériaux extraits permettent d'estimer à 10 % la proportion de silice dans le gisement. C'est donc cette valeur qui sera prise pour l'évaluation du risque "silicose ». "Pas de mesure disponible concernant la silice cristalline contenue dans les PM2,5 en périphérie du site ».

Pour rappel la poussière de silice est classée comme cancérogène. Elle aussi responsable de maladies chroniques graves comme la bronchite chronique obstructive, la fibrose pulmonaire..... A ce jour le taux de silice présent est une estimation et n'a fait l'objet d'aucune analyse approfondie et récente.

Toujours page 615 il est stipulé que la "valeur limite moyenne d'exposition aux poussières alvéolaires est 5 mg/m3 ». Hors l'article [R4222-10](#) du Code du travail apporte des modifications importantes vis à vis de ces mesures, à savoir que les valeurs figurant dans le dossier étaient applicable avant le 01/01/2022, du 01/01/2022 au 30/06/2023 la norme sera de 3,5mg/m3 et à compter du 01/07/2023 elle sera réduite à 0,9mg/m3. Cela ne concernant que les installation neuves avec un permis de construire déposé à compter du 1er janvier 2022, ce qui est le cas de la demande formulée par VICA.

Il me semble donc que le risque sanitaire est plus que « survolé » dans ce dossier avec une absence d'étude préalable approfondie et des normes d'émission déjà obsolètes à ce jour. VICA n'indique d'ailleurs pas le notion de conformité à la page 615.

Je pense qu'un organisme indépendant doit être chargé au préalable d'effectuer des analyses complémentaires pour valider ou non la mise en conformité et éviter ainsi tout risque sanitaire relatif à l'exploitation de ce site.

Je me permets par cette occasion de vous transmettre mon désaccord le plus total sur l'augmentation d'activité de cette carrière pour les 30 prochaines années. Sachant qu'à ce jour les nuisances sonores, les troubles à la circulations, la poussière émise, alors que la société VICA n'extrait que 89700 tonnes de roches sur les 300 000 tonnes autorisées me paraissent largement suffisantes pour la population. VICA n'exploite même pas 1/3 du volume autorisé à ce jour.

De plus une l'exploitation de cette carrière est une Valorisation financière d'une société privée alors que pour la population c'est une dévalorisation de la qualité de vie, une dévalorisation de nos habitation, de notre patrimoine.

Je vous prie Madame, Monsieur de recevoir, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

image.tiff

